

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 18 DÉCEMBRE 1919.

Projet de loi ayant pour but d'assurer aux officiers et agents judiciaires, au point de vue de leurs pensions personnelles et de celles de leurs veuves et orphelins, le bénéfice des services rendus par les intéressés dans la police d'une commune.

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

La loi du 7 avril 1919 instituant des officiers et des agents judiciaires placés sous l'autorité des procureurs généraux et sous la direction des procureurs du Roi, prévoit en son article 2 la nomination par le Roi des officiers judiciaires et par le Ministre de la Justice des agents judiciaires et met, par son article 5, les traitements des uns et des autres à la charge de l'État. Le Gouvernement, pour constituer les corps d'officiers et d'agents judiciaires, devra, dans une large mesure, faire appel aux commissaires et aux agents des polices communales et ceux-ci ne répondront à l'appel que s'ils ont la garantie de pouvoir faire compter dans la liquidation de leurs pensions et de celles de leurs femmes et de leurs enfants, les services rendus dans la police communale.

Aux termes de l'article 6 de la loi du 21 juillet 1844, ne sont susceptibles de conférer des droits à la pension que les services rétribués par le trésor public. Une modification à la législation existante est donc nécessaire.

L'article 1^{er} du projet de loi ci-joint dispose à cet effet que les officiers et agents judiciaires qui auront précédemment rendu des services rémunérés dans la police communale pourront les faire compter dans la liquidation de leurs pensions à charge du trésor public au même titre que les services judiciaires. L'article est conçu dans des termes assez généraux pour assurer immédiatement aux commissaires et aux agents des polices communales qui deviendront officiers et agents judiciaires au service de l'État, la jouissance

à charge du trésor public d'une pension leur tenant lieu de celle à laquelle leurs services dans la police communale leur donnaient droit à charge de la commune.

Ces pensions seront à la charge exclusive du trésor public. Il ne paraît pas possible, en effet, d'imposer aux communes l'obligation d'intervenir dans le paiement de pensions servies à des fonctionnaires de l'État que le Gouvernement a choisis parmi les agents de celles-ci, à raison de leurs capacités et de leurs aptitudes.

Seuls les services rendus dans la police pourront être comptés dans la liquidation des pensions des officiers et des agents judiciaires de l'État. Le temps passé dans les autres services communaux ne constitue pas un apprentissage pour les agents judiciaires et dès lors il n'y a pas lieu d'en tenir compte dans la liquidation des pensions qui leur seront servies par le trésor public.

Les emplois dans la police communale comme ceux d'officiers et d'agents judiciaires exposent ceux qui en sont investis à une vieillesse prématurée. Dès lors il convient d'appliquer à la liquidation de leurs pensions les bases de faveur établies dans la loi générale du 21 juillet 1844. Tel est l'objet du second article du projet de loi.

Le troisième article du projet de loi a pour objet d'assurer aux femmes des commissaires et agents des polices communales devenus officiers et agents judiciaires, des pensions semblables à celles qu'elles auraient eues si leurs maris avaient contribué, dès le début de leur carrière dans la police communale, à la caisse des veuves et orphelins à laquelle les officiers et agents judiciaires seront affiliés.

Dans la plupart des communes importantes, des règlements assurent aux fonctionnaires et employés communaux ainsi qu'à leurs femmes et à leurs enfants des pensions à charge de la commune. Dans les trois villes, sièges des Cours d'appel, la charge des pensions est couverte au moyen de retenues faites sur les traitements et d'une intervention directe de la caisse communale suppléant à l'insuffisance des retenues. Les officiers et agents judiciaires seront sans doute affiliés à la caisse des veuves et orphelins de l'ordre judiciaire instituée en exécution de la loi du 21 juillet 1844 ; mais on ne peut imposer à cette caisse de servir des pensions du chef des services qui n'ont donné lieu à aucune contribution à son profit.

Le passage au service de l'État des commissaires et des agents de la police communale affranchira la commune de l'obligation de leur servir des pensions, ainsi qu'à leurs femmes et à leurs enfants. Dès lors, les sommes retenues par les communes sur leurs traitements en vue de couvrir la charge des pensions, deviennent sans objet et il est équitable de les transférer à la caisse des veuves et orphelins qui assumera la charge des pensions des femmes et des enfants aux lieu et place de la commune.

Les retenues établies sur les traitements des fonctionnaires et employés par les règlements communaux des trois villes, sièges des Cours d'appel, sont inférieures à celles perçues au profit de la caisse des veuves et orphe-

lins de l'ordre judiciaire. Comme dans cette caisse les pensions sont liquidées d'après le montant de la contribution de l'affilié, l'État versera à la caisse le complément des retenues afin que les veuves et les orphelins obtiennent des pensions de survie en rapport avec les traitements reçus et les années de service passées à la commune et à l'État.

Le projet de loi ne règle pas le cas où un agent de la sûreté militaire serait appelé aux fonctions d'officier ou d'agent judiciaire. Il n'y a pas lieu de prévoir le cas, attendu que les commissaires et les inspecteurs de la sûreté militaire sont des fonctionnaires de l'État, rétribués par le trésor public et que, dès lors, leurs services peuvent, en vertu de la loi générale du 21 juillet 1844, entrer en ligne de compte dans la liquidation d'une pension à charge du trésor public.

En ce qui concerne la pension de survie des femmes et des enfants des officiers et des agents judiciaires qui auront précédemment servi dans le service de la sûreté de l'armée, un arrêté royal pris en exécution de l'article 33 de la loi du 21 juillet 1844 suffira pour régler la situation.

Le Ministre des Finances,

LÉON DELACROIX.

Le Ministre de la Justice,

E. VANDERVELDE.

Projet de loi ayant pour but d'assurer aux officiers et agents judiciaires, au point de vue de leurs pensions personnelles et de celles de leurs veuves et orphelins, le bénéfice des services rendus par les intéressés dans la police d'une commune.

Wetsontwerp waarbij, ten behoeve van de rechterlijke officieren en agenten, schikkingen worden genomen om hen, met het oog op hun eigen pensioen en dat van hunne weduwen en weezen, het voordeel te doen genieten van de diensten door de betrokkenen bij de politie eener gemeente bewezen.

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut !

Nos Ministres des Finances et de la Justice sont chargés de présenter en Notre nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Les officiers et les agents judiciaires qui auront précédemment rendu des services rémunérés dans la police d'une commune pourront les faire compter dans la liquidation de leurs pensions à charge du Trésor public, au même titre que leurs services judiciaires.

ART. 2.

Les officiers et les agents judiciaires sont ajoutés au tableau annexé à la loi du 21 juillet 1844, indiquant les fonctionnaires et les employés dont le service est considéré comme actif au point de vue de la liquidation de leurs pensions.

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil !

Onze Ministers van Financiën en van Justitie zijn gelast in Onzen Naam bij de Wetgevende Kamers het wetsontwerp in te dienen waarvan de inhoud volgt :

EERSTE ARTIKEL.

De rechterlijke officieren en agenten, die vroeger bezoldigde diensten hebben bewezen bij de politie eener gemeente, mogen deze in rekening brengen bij de vereffening van hun pensioen ten laste van de openbare Schatkist, ten zelfden titel als hunne rechterlijke diensten.

ART. 2.

De rechterlijke officieren en agenten worden opgenomen op de tabel, die aan de wet van 21 Juli 1844 is toegevoegd en waarbij de ambtenaren en de beambten worden aangewezen wier dienst, in verband met de vereffening van hun pensioen, als werkelijke dienst wordt beschouwd.

ART. 3.

Les pensions de survie des femmes et des enfants des officiers et des agents judiciaires qui auront précédemment rendu des services dans la police d'une commune, seront liquidées à la charge de la caisse des veuves et des orphelins à laquelle les officiers et les agents judiciaires seront affiliés, comme si les traitements payés par la commune avaient été soumis au profit de la caisse aux retenues établies par les statuts de celle-ci.

Dans les trois mois de la nomination d'un commissaire ou d'un agent de la police aux fonctions d'officier ou d'agent judiciaire, la commune devra transférer à la caisse des veuves et des orphelins le montant des sommes qu'elles a retenues sur les traitements payés à l'intéressé en qualité de commissaire ou d'agent de police en vue de sa pension personnelle ou de celle de sa femme et de ses enfants.

Si les sommes ainsi transférées sont inférieures à celles qui auraient été perçues par application des statuts de la caisse des veuves et des orphelins sur les traitements payés par la commune, l'État versera la différence à ladite caisse.

Donné à Laeken, le 13 décembre 1919.

ART. 3.

De pensionen van overleven der vrouwen en kinderen van de rechterlijke officieren en agenten die vroeger diensten hebben bewezen bij de politie eener gemeente, worden vereffend ten laste van het fonds voor weduwen en weezen, bij dewelke de rechterlijke officieren en agenten zullen aangesloten zijn, alsof de kortingen, die door de statuten van dit fonds zijn voorzien, op de door de gemeente betaalde wedden waren afgetrokken geweest ten bate van het fonds.

Binnen de drie maanden na de benoeming van een politie-commissaris of politie-agent tot rechterlijk officier of agent, moet de gemeente aan het fonds voor weduwen en weezen het bedrag overmaken der gelden die zij, met het oog op zijn persoonlijk pensioen of op dat zijner vrouw en kinderen, afgehouden heeft van de wedden welke aan den belanghebbende in zijne hoedanigheid van politie-commissaris of politie-agent werden betaald.

Is het bedrag der aldus overgemaakte gelden geringer dan het bedrag der sommen welke, door toepassing der statuten van het fonds voor weduwen en weezen, van de door de gemeente betaalde wedden zouden afgetrokken geweest zijn, dan wordt het verschil door den Staat in gezegd fonds gestort.

Gegeven te Laken, den 13^e December 1919.

ALBERT.

PAR LE ROI :

Le Ministre des Finances,

LEON DELACROIX.

Le Ministre de la Justice,

E. VANDERVELDE.

VAN 'S KONINGS WEGE :

De Minister van Financiën

De Minister van Justitie,

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 18 DECEMBER 1919.

Wetsontwerp waarbij, ten behoeve van de rechterlijke officieren en agenten, schikkingen worden genomen om hen, met het oog op hun eigen pensioen en dat van hunne weduwen en weezen, het voordeel te doen genieten van de diensten door de betrokkenen bij de politie eener gemeente bewezen.

MEMORIE VAN TOELICHTING

MIJNE HEEREN,

Artikel 2 der wet van 7 April 1919 tot aanstelling van rechterlijke officieren en agenten, staande onder het gezag der procureuren-generaal en onder de leiding der procureuren des Konings, voorziet dat de rechterlijke officieren door den Koning, en de rechterlijke agenten door den Minister van Justitie zullen worden benoemd; krachtens artikel 5 komen de bezoldiging van de eenen zoowel als van de anderen ten laste van den Staat. Met het oog op de inrichting van het korps rechterlijke officieren en agenten, zal de Regeering in ruime mate de diensten moeten inroepen van commissarissen en agenten van gemeentepolitie; deze zullen echter alleen daarop ingaan, indien zij ervan verzekerd zijn, dat, bij de verrekening van hun pensioen en van dat hunner vrouw en kinderen, ook de door hen in de gemeentepolitie bewezen diensten in aanmerking worden genomen.

Naar luid van artikel 6 der wet van 21 Juli 1844, kunnen alleen de op staatsrekening bezoldigde diensten aanspraak geven op pensioen. Eene wijziging der bestaande wetsbepaling is dus noodig.

Het eerste artikel van het hierbij hoorend wetsontwerp bepaalt derhalve, dat de rechterlijke officieren en agenten, die vroeger bezoldigde diensten hebben bewezen bij de gemeentepolitie, deze in rekening mogen brengen bij de verrekening van hun pensioen ten laste van de openbare schatkist, ten zelfden titel als hunne rechterlijke diensten. Het artikel is in vrijalgemeene bewoordingen gesteld, ten einde aan de commissarissen en

agenten van gemeentepolitie, die rechterlijk officier of agent in Staatsdienst zullen worden, onmiddellijk het genot te waarborgen van een pensioen ten laste van de openbare schatkist, ter vervanging van het pensioen waarop hunne diensten bij de gemeentepolite hun, ten laste der gemeente, recht gaven.

Deze pensioenen zullen uitsluitend der openbare schatkist ten laste komen. Het gaat inderdaad niet, aan de gemeenten de verplichting op te leggen om ook bij te dragen in pensioenen ten behoeve van Staatsambtenaren, welke de regeering onder hare beambten gekozen heeft uit hoofde van hunnen aanleg en van hunne bekwaamheid.

Alleen de bij de politie gepresteerde diensten zullen in aanmerking kunnen komen bij de vereffening van het pensioen der rechterlijke officieren en agenten van den Staat. De tijd, bij andere gemeentediensten doorgebracht, kan voor de rechterlijke agenten niet als leertijd gelden; derhalve dient daarmede geen rekening gehouden bij de vereffening van het pensioen dat hun door de openbare schatkist zal worden uitbetaald.

De betrekkingen bij de gemeentepolitie, zooals die van rechterlijk officier en agent, stellen degenen die ze bekleeden, aan voorbarig oudworden bloot. Ter berekening van hun pensioen dienen dan ook de begunstigingsgrondslagen toegepast, voorzien bij de wet van 21 Juli 1844. Dit is het doel van het 2^{de} artikel van het wetsontwerp.

Het derde artikel van het wetsontwerp heeft ten doel, aan de vrouwen der commissarissen en agenten van gemeentepolitie, die rechterlijk officier of agent geworden zijn, het genot te verzekeren van een pensioen gelijk aan datgene, dat hun ware toegekend geworden, indien hun man, van den aanvang zijner ambtsvervulling bij de gemeentepolitie af, bijgedragen had tot het fonds voor de weduwen en weezen, bij hetwelk de rechterlijke officieren en agenten zullen aangesloten zijn.

In het meerendeel der groote gemeenten wordt door de reglementen ten laste der gemeente een pensioen toegekend aan de gemeente-ambtenaren en beambten, alsook aan dezer vrouwen en kinderen. In de drie steden waar een Hof van beroep zetelt, worden de uitgaven voor het pensioen gedekt door de afhoudingen op de wedden en door eene rechtstreeksche tusschenkomst der gemeentekas, die de ontoereikendheid der afgehouden sommen aanvult. De rechterlijke officieren en agenten zullen ongetwijfeld aangesloten zijn bij het fonds voor weduwen en weezen der rechterlijke orde ingesteld ter uitvoering van de wet van 21 Juli 1844; maar men kan dit fonds niet verplichten tot het uitkeeren van een pensioen voor diensten, welke geen aanleiding hebben gegeven tot eene storting te zijnen bate.

Wanneer de commissarissen en agenten der gemeentepolitie overgaan in dienst van den Staat, is de gemeente van de verplichting ontheven om hun en hunne vrouwen en kinderen een pensioen uit te keeren. Derhalve missen de sommen, welke door de gemeenten van de wedden afgehouden worden, ten einde de uitgave voor het pensioen te dekken, hun doel, en is het billijk deze sommen over te maken aan het fonds voor weduwen en

weezen, dat in plaats van de gemeente de uitgaven voor het pensioen der weduwen en weezen op zich neemt.

De sommen die, krachtens de gemeentereglementen van de drie steden waar een hof van beroep zetelt, afgehouden worden van de wedden der ambtenaren en beambten, zijn niet zoo hoog als degenen die worden geïnd ten bate van het fonds voor weduwen en weezen van de rechterlijke orde. Daar, in dit fonds, de pensioenen uitbetaald worden volgens het bedrag der bijdragen van het lid, zal de Staat in de kas aanvullingsafhoudingen storten, opdat de weduwen en weezen pensioenen van overleven bekomen in verhouding tot de ontvangen wedde en de dienstjaren doorgebracht bij de gemeenten en bij den Staat.

Het wetsontwerp regelt niet het geval waarin een agent der militaire veiligheid tot het ambt van rechterlijk officier of agent zou geroepen worden. Dit geval dient niet te worden voorzien, aangezien de commissarissen en inspecteurs der militaire veiligheid ambtenaren zijn van den Staat, die door de openbare schatkist worden bezoldigd, en hunne diensten derhalve, krachtens de algemeene wet van 21 Juli 1844, in rekening mogen worden gebracht bij de uitkeering van een pensioen ten laste van 's Lands schatkist.

Wat het pensioen van overleven aangaat der weduwen en weezen van de rechterlijke officieren en agenten, die vroeger bij den veiligheidsdienst van het leger werkzaam zijn geweest, zal een koninklijk besluit, genomen ter uitvoering van artikel 33 der wet van 21 Juli 1844, volstaan om den toestand te regelen.

De Minister van Financiën,

LÉON DELACROIX

De Minister van Justitie,

E. VANDERVELDE.

(4)

Projet de loi ayant pour but d'assurer aux officiers et agents judiciaires, au point de vue de leurs pensions personnelles et de celles de leurs veuves et orphelins, le bénéfice des services rendus par les intéressés dans la police d'une commune.

Wetsontwerp waarbij, ten behoeve van de rechterlijke officieren en agenten, schikkingen worden genomen om hen, met het oog op hun eigen pensioen en dat van hunne weduwen en weezen, het voordeel te doen genieten van de diensten door de betrokkenen bij de politie eener gemeente bewezen.

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut!

Nos Ministres des Finances et de la Justice sont chargés de présenter en Notre nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Les officiers et les agents judiciaires qui auront précédemment rendu des services rémunérés dans la police d'une commune pourront les faire compter dans la liquidation de leurs pensions à charge du Trésor public, au même titre que leurs services judiciaires.

ART. 2.

Les officiers et les agents judiciaires sont ajoutés au tableau annexé à la loi du 21 juillet 1844, indiquant les fonctionnaires et les employés dont le service est considéré comme actif au point de vue de la liquidation de leurs pensions.

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil!

Onze Ministers van Financiën en van Justitie zijn gelast in Onzen Naam bij de Wetgevende Kamers het wetsontwerp in te dienen waarvan de inhoud volgt :

EERSTE ARTIKEL.

De rechterlijke officieren en agenten, die vroeger bezoldigde diensten hebben bewezen bij de politie eener gemeente, mogen deze in rekening brengen bij de vereffening van hun pensioen ten laste van de openbare Schatkist, ten zelfden titel als hunne rechterlijke diensten.

ART. 2.

De rechterlijke officieren en agenten worden opgenomen op de tabel, die aan de wet van 21 Juli 1844 is toegevoegd en waarbij de ambtenaren en de beambten worden aangewezen wier dienst, in verband met de vereffening van hun pensioen, als werkelijke dienst wordt beschouwd.

ART. 3.

Les pensions de survie des femmes et des enfants des officiers et des agents judiciaires qui auront précédemment rendu des services dans la police d'une commune, seront liquidées à la charge de la caisse des veuves et des orphelins à laquelle les officiers et les agents judiciaires seront affiliés, comme si les traitements payés par la commune avaient été soumis au profit de la caisse aux retenues établies par les statuts de celle-ci.

Dans les trois mois de la nomination d'un commissaire ou d'un agent de la police aux fonctions d'officier ou d'agent judiciaire, la commune devra transférer à la caisse des veuves et des orphelins le montant des sommes qu'elles a retenues sur les traitements payés à l'intéressé en qualité de commissaire ou d'agent de police en vue de sa pension personnelle ou de celle de sa femme et de ses enfants.

Si les sommes ainsi transférées sont inférieures à celles qui auraient été perçues par application des statuts de la caisse des veuves et des orphelins sur les traitements payés par la commune, l'État versera la différence à ladite caisse.

Donné à Laeken, le 13 décembre 1919.

ART. 3.

De pensionen van overleven der vrouwen en kinderen van de rechterlijke officieren en agenten die vroeger diensten hebben bewezen bij de politie eener gemeente, worden vereffend ten laste van het fonds voor weduwen en weezen, bij dewelke de rechterlijke officieren en agenten zullen aangesloten zijn, alsof de kortingen, die door de statuten van dit fonds zijn voorzien, op de door de gemeente betaalde wedden waren afgetrokken geweest ten bate van het fonds.

Binnen de drie maanden na de benoeming van een politie-commissaris of politie-agent tot rechterlijk officier of agent, moet de gemeente aan het fonds voor weduwen en weezen het bedrag overmaken der gelden die zij, met het oog op zijn persoonlijk pensioen of op dat zijner vrouw en kinderen, afgehouden heeft van de wedden welke aan den belanghebbende in zijne hoedanigheid van politie-commissaris of politie-agent werden betaald.

Is het bedrag der aldus overgemaakte gelden geringer dan het bedrag der sommen welke, door toepassing der statuten van het fonds voor weduwen en weezen, van de door de gemeente betaalde wedden zouden afgetrokken geweest zijn, dan wordt het verschil door den Staat in gezegd fonds gestort.

Gegeven te Laken, den 13^e December 1919.

ALBERT.

PAR LE ROI :

Le Ministre des Finances,

LÉON DELACROIX.

Le Ministre de la Justice,

E. VANDERVELDE.

VAN 'S KONINGS WEGE :

De Minister van Financiën,

De Minister van Justitie,